

## &gt; CORRIGÉ

## Situation

M. Huller veut acheter un nouvel ordinateur portable pour son fils qui vient de casser le sien. Après être allé dans plusieurs grands magasins d'électroménager, M. Huller se rend compte que la comparaison des divers prix est difficile. En effet, chaque ordinateur, outre le fait d'avoir des composants distincts, est livré avec un système d'exploitation et des logiciels qui peuvent être très différents. Or les prix affichés ne précisent pas le prix des logiciels fournis avec l'ordinateur.

## Doc. 1

Le jugement du tribunal [du 24 juin 2008] est donc une bonne nouvelle pour les consommateurs puisqu'il impose à Darty et à tous les distributeurs d'afficher le prix de l'ordinateur avec le détail du prix des logiciels pré-installés [...]. Ainsi, avec un affichage détaillé du coût de leur ordinateur, ils pourront mieux connaître le prix exact du matériel et faire jouer la concurrence.

L'obligation d'affichage des prix est également une bonne nouvelle pour ceux qui souhaitent se faire rembourser leurs logiciels puisqu'il n'en sera que plus facile.

Malgré ces bonnes nouvelles, Alain Bazot, président de l'UFC Que Choisir, souhaite faire appel de la décision. En effet, l'association avait assigné Darty sur deux moyens. Le premier relatif à l'affichage des prix qui a été retenu par le juge et le deuxième sur l'obligation de vendre des ordinateurs sans logiciels préinstallés à leurs côtés qui n'a pas été retenu.

[www.e-juristes.org](http://www.e-juristes.org), 25 juin 2008.

## Doc. 2

C'est un coup dur pour l'association UFC Que Choisir, les défenseurs du logiciel libre et les opposants à la vente liée. Un jugement de la cour d'appel de Paris prononcé le 26 novembre 2009 [...] vient en effet d'infirmer une décision du tribunal de grande instance (TGI) datant du 24 juin 2008, en vertu de laquelle les magasins Darty devaient afficher de façon distincte sur leurs étiquettes le prix du système d'exploitation des ordinateurs vendus dans leurs rayons.

[www.o1net.com](http://www.o1net.com), 7 octobre 2011.

## Doc. 3

**Arrêt du 6 octobre 2011 - Cour de cassation - Première chambre civile**

Attendu que faisant valoir que la société Darty et fils (la société Darty) expose à la vente des ordinateurs équipés d'un logiciel d'exploitation et de différents logiciels d'utilisation, l'association de défense des consommateurs UFC Que Choisir, soutenant que cette pratique commerciale contrevenait à l'article L. 122-1 du Code de la consommation, l'a assignée aux fins de la voir condamner d'une part à cesser de vendre des ordinateurs sans offrir à l'acquéreur la possibilité de renoncer à ces logiciels moyennant déduction du prix correspondant à leur licence d'utilisation, d'autre part à indiquer le prix des logiciels pré-installés ;

Attendu que pour juger que la société Darty n'avait pas à fournir au consommateur les informations relatives aux conditions d'utilisation des logiciels et pouvait se borner à identifier ceux équipant les ordinateurs qu'elle distribue, l'arrêt retient qu'en raison de leur aspect technique de telles informations ne se prêtent pas à la communication, [...]

Attendu qu'en statuant ainsi, alors que ces informations, relatives aux caractéristiques principales d'un ordinateur équipé de logiciels d'exploitation et d'application, sont de celles que le vendeur professionnel doit au consommateur moyen pour lui permettre de prendre une décision en connaissance de cause, la cour d'appel a violé le texte susvisé ;

**PAR CES MOTIFS, et sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres griefs :**

CASSE ET ANNULE, [...]

**> Analyser** (8 points)

- 1** Repérez la structure de l'arrêt en identifiant les différentes parties. (2 points)

La structure de l'arrêt est découpée par la formule « attendu que » qui introduit les différentes parties, pour aboutir à la conclusion : « par ces motifs (...) casse et annule ».

1. L'exposition des faits : « faisant valoir (...) différents logiciels d'utilisation »

2. La prétention du demandeur : « l'association de défense (...) logiciels pré-installés »

3. Le raisonnement suivi par la cour d'appel : « la société Darty (...) de telles informations ne se prêtent pas à la communication »

4. Le raisonnement suivi par la Cour de cassation : « statuant ainsi (...) la cour d'appel a violé le texte susvisé »

- 2** Quel est le litige qui oppose UFC Que Choisir et Darty ? (1 point)

Darty demande deux choses : que les ordinateurs soient vendus nus, sans logiciels, et que soit indiqué le prix des logiciels pré-installés.

- 3 Quel est le problème de droit dans cet arrêt ? (2 points)

Le vendeur professionnel doit-il, lors de la vente d'ordinateur, indiquer le prix des logiciels pré-installés ?

- 4 Pourquoi UFC Que Choisir a-t-elle fait appel de la décision du TGI ? Quelles en furent les conséquences ? (2 points)

UFC Que Choisir a décidé de faire appel car le tribunal n'a pas retenu l'obligation pour les grandes surfaces de vendre des ordinateurs sans logiciels. Or la cour d'appel n'a pas modifié ce point, mais elle est revenue sur la décision du tribunal d'obliger à afficher le prix des logiciels. Lors du jugement du tribunal, UFC Que Choisir avait eu gain de cause sur une de ces prétentions, mais suite à l'arrêt de la cour d'appel, plus aucune de ces prétentions n'est exaucée.

- 5 Quelle est la solution retenue par la Cour de cassation ? (1 point)

Le prix des logiciels pré-installés doit être indiqué car il s'agit d'éléments d'informations nécessaires à la prise de décision du consommateur.

### > Argumenter (12 points)

- 6 Qualifiez la situation de M. Huller. (2 points)

M. Huller est un consommateur, à la recherche d'un nouvel ordinateur. Il souhaite être informé du prix des composants matériels, ainsi que du prix des logiciels afin de pouvoir réaliser une comparaison objective entre les différents vendeurs professionnels.

- 7 Quel est le problème de droit ? (2 points)

Lors de la vente de matériel informatique, le prix indiqué par le marchand doit-il distinguer la valeur du matériel, de la valeur des logiciels ?

- 8 Quelles preuves doit apporter M. Huller à l'appui de ces prétentions ? (1 point)

La façon dont les produits sont étiquetés est un fait juridique, la preuve peut donc être apportée par tous moyens : témoignages ou photos des étiquettes.

9 Identifiez la règle de droit applicable. (2 points)

La Cour de cassation indique dans ce cas que le vendeur professionnel doit informer le consommateur moyen afin que celui-ci puisse prendre une décision éclairée, donc le prix des logiciels pré-installés doit être indiqué.

10 Dans un raisonnement structuré, indiquez quelle devrait être la solution à apporter à cette situation. (3 points)

La Cour de cassation impose que le prix des logiciels pré-installés doive être indiqué. Or, en l'espèce, les prix affichés par les grands magasins ne précisent pas le coût des logiciels fournis avec l'ordinateur. M. Huller est donc en droit de demander aux grands magasins dans lesquels il se trouve d'afficher le prix des logiciels pré-installés.

11 M. Huller peut-il demander à être remboursé de ces logiciels pré-installés ? (2 points)

Ni la cour d'appel, ni la Cour de cassation ne se sont prononcées sur le point de savoir si les logiciels pouvaient être remboursés. Seul le tribunal de grande instance a indiqué qu'il n'y avait pas d'obligation de vendre des ordinateurs nus. Ainsi, le vendeur professionnel n'a pas pour l'instant l'obligation de rembourser les logiciels (ce qui reviendrait à vendre l'ordinateur nu). M. Huller n'obtiendra pas facilement le remboursement devant le tribunal (mais cela est possible, certains juges de proximité l'ayant accordé), il lui faudra plutôt se tourner vers son vendeur et lui demander de réaliser un geste commercial en faisant jouer la concurrence.